



**PRÉFET
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-Départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Guéret
17 Place Bonnyaud
23 000 Guéret

Guéret, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DILISCO SA

ZA de CHENIERS
rue du Limousin
23220 Chéniers

Références : UiD232026-022

Code AIOT : 0006000438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement DILISCO SA implanté ZA de CHENIERS, rue du Limousin - BP 25 – 23 220 Chéniers. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DILISCO SA
- ZA de CHENIERS, rue du Limousin - BP 25 – 23 220 Chéniers
- Code AIOT : 0006000438
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 8 juin 1990. Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires ont modifié et/ou complété ces prescriptions au regard des différentes évolutions du site.

Outre le Code de l'environnement, les arrêtés préfectoraux complémentaires des 10 juillet 2015, 8 mars 2024 et 21 juillet 2025 ont servi de référentiels réglementaires pour l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures compensatoires au désenfumage (Phase 2 et Phase 4)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie (tests vanne martelière et batardeaux)	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	POI (zonage ATEX)	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 5-3 - 2 ^{ème} alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Superficie de la mezzanine (Phase 2)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.4.	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie (Mezzanine de la Phase 2)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.6.	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie (Passerelle Phase 2/Phase 4)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.5.2.	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie (Passerelle Phase 2/Phase 4)	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.6.	Sans objet
8	Ombrières	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 3.12.	Sans objet
9	Télédéclaration incidents/accidents	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69 - 3 ^{ème} alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements liés aux dernières évolutions (modifications Phase2/Phase 4 avec passerelle) ont été réalisés selon le dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2025. Les derniers travaux, fixés pour ce mois d'avril 2026, ont trait à l'ajout d'exutoires de désenfumage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Superficie de la mezzanine (Phase 2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Sans disposer d'un niveau, la Phase 2 accueille néanmoins une mezzanine de 1 545,2 m ² , telle que décrite dans le dossier de porter à connaissance dans sa version de juillet 2025.
Constats : L'objectif de ce point de contrôle est de vérifier que la plateforme à l'étage a été construite comme prévu et qu'ainsi elle est une mezzanine et non un niveau au sens des définitions du guide entrepôt (question V.4.1 du guide dans sa version de juin 2024) à savoir que la surface d'une mezzanine est inférieure à 50 % de la surface de la cellule située au rez-de-chaussée. Pour rappel, en cas de niveau (surface supérieure à 50 % de la surface de la cellule située au rez-de-chaussée), l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature fixent des dispositions spécifiques. Lors des échanges, l'exploitant a présenté différents plans relatifs à la mezzanine de la Phase 2, dont un mentionne sa superficie de 1545,2 m ² . Ces documents ne précisant pas la date ou le dossier dont ils ont été extraits, l'exploitant, par courriel du 13 avril 2026 a transmis à l'Inspection des documents justificatifs tels qu'attendus. La surface de la cellule n'ayant pas été modifiée et la surface de la mezzanine présentant la surface initialement envisagée, la mezzanine répond à la définition mentionnée supra.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie (Mezzanine de la Phase 2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.6.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (dans l'ensemble des bâtiments dont les mezzanines [...]) et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.
Constats :

Le contrôle a porté sur la présence d'extincteurs au niveau de la mezzanine de la Phase 2.

Le dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral précité présentait un devis non validé alors par l'exploitant. Ce document prévoyait la mise en place d'un extincteur CO₂ de 2kg et 8 extincteurs de 9 L PA PB. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté spontanément la facture du 30 septembre 2025 correspondant à ces équipements, en précisant que l'extincteur CO₂ a bien été ajouté de par la création de la mezzanine, mais qu'il est situé au niveau inférieur (armoires électriques).

Lors de la visite, la présence des extincteurs a été vérifiée par sondage. Ceux-ci, placés en bout de racks, étaient en bon état apparent, bien visibles et accessibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie (Passerelle Phase 2/Phase 4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.5.2.

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

La passerelle équipée d'un convoyeur, reliant la Phase 2 et la Phase 4 et associée à l'activité relevant de la rubrique 2445, dispose d'un système de détection de fumées asservissant la fermeture des portes coupe-feu disposées à chacune des extrémités de la passerelle.

Constats :

Le dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral précité présentait un devis non validé alors par l'exploitant. Ce document prévoyait la mise en place d'un système de détection incendie avec arrêt du convoyeur et fermeture des portes coupe-feu à chaque extrémité de la passerelle.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté spontanément la facture du 28 octobre 2025 correspondant à ces équipements.

L'exploitant a précisé que l'ensemble du système a été testé par l'installateur.

Lors de la visite, l'Inspection a vérifié la présence des portes coupe-feu par sondage (côté Phase 4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie (Passerelle Phase 2/Phase 4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.6.

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (dans l'ensemble des bâtiments [...] et au niveau de la passerelle abritant le convoyeur entre les Phases 2 et 4)[...]

Constats :

Le contrôle a porté sur la présence des extincteurs automatiques au niveau de la passerelle entre la Phase 2 et la Phase 4, tel que prévu dans le dossier de porter à connaissance ayant donné lieu aux prescriptions citées supra. Ce dossier présentait un devis alors non validé par l'exploitant. Ce document prévoyait la mise en place, dans la passerelle, de 3 extincteurs automatiques type perche de 9 kg (ABC).

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté spontanément la facture du 30 septembre 2025 correspondant à ces équipements.

A l'occasion de la vérification de la présence des portes coupe-feu de la passerelle (cf. point de contrôle N°3), il a été possible d'apercevoir une des perches d'extincteur automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures compensatoires au désenfumage (Phase 2 et Phase 4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

A moins que le présent arrêté préfectoral ne prévoit des dispositions plus contraignantes, les installations et aménagements relevant de la rubrique 2445 situées dans les bâtiments Phase 2 et Phase 4 sont implantées, réalisées et exploitées selon le dossier de porter à connaissance dans sa dernière version du 18 avril 2025. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les documents justifiant de la conformité des installations et aménagements vis-à-vis de ce porter à connaissance.

Constats :

Le dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2025 prévoyait notamment les mesures compensatoires suivantes :

- l'ajout d'exutoires de désenfumage à l'aplomb des fermeuses/plieuses et des barquetteuses,
- la mise en place d'un planning d'astreinte, hors des périodes d'exploitation, pour assurer la présence d'un intervenant maintenance en cas de sinistre,
- l'existence d'une équipe de première intervention de 11 personnes.

Le contrôle a porté sur ces trois points.

Concernant l'ajout des exutoires de désenfumage en Phase 2 et en Phase 4, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été retardés mais qu'ils sont programmés pour ce mois d'avril 2026. Il est à noter que les travaux ont déjà été payés au prestataire, la facture correspondante du 31 décembre 2025 ayant été présentée à l'Inspection. **Aussi, l'exploitant adressera à l'Inspection un justificatif de la réalisation de ces travaux dès que possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois.**

Concernant le planning des astreintes du service maintenance, le document correspondant a été

<p>présenté spontanément à l'Inspection. 3 personnes sont en charge de cette astreinte, par roulement. Le planning est élaboré de sorte que l'astreinte soit toujours assurée.</p> <p>Concernant l'équipe de première intervention, celle-ci se compose désormais de 14 personnes comme indiqué dans le POI. Le planning du personnel est élaboré de sorte que la présence de 2 de ces personnes au minimum soit toujours assurée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie (tests vanne martelière et batardeaux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A moins que le présent arrêté préfectoral ne prévoit des dispositions plus contraignantes, les installations et aménagements de la phase 5 sont implantées, réalisées et exploitées selon le dossier de porter à connaissance dans sa dernière version de novembre 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 8 mars 2024 prévoyait les équipements suivants pour permettre la retenue des eaux d'extinction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vanne martelière sur le bassin des eaux pluviales (près de la Phase 5), • batardeaux à installer au besoin au niveau de la Phase 2, Phase 3 et Phase 4. <p>L'objectif de l'inspection était de vérifier le bon fonctionnement de la mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Concernant la vanne martelière, l'exploitant a précisé qu'elle est testée régulièrement. La procédure de fermeture de la vanne est affichée à proximité de celle-ci. Le jour de l'inspection, la procédure était bien visible et bien lisible. Le test de fermeture, réalisé par l'exploitant, a été fructueux dans la mesure où il était impossible après quelques instants de continuer à tourner la manivelle. La procédure inverse a été réalisée pour rouvrir la vanne. Cependant, au regard de la configuration de l'ensemble, la vanne n'est pas visible simplement. Aussi, l'Inspection recommande à l'exploitant d'engager des réflexions quant à un moyen de vérifier régulièrement que l'action de fermeture permet bien la fermeture complète de la vanne et que l'action inverse permet une réouverture totale. L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées en ce sens, accompagnées au besoin d'un échancier.</p> <p>Concernant les batardeaux, l'Inspection a demandé à l'exploitant de procéder à leur mise en place sur une ouverture choisie de manière aléatoire. Les batardeaux et leurs systèmes de maintien ont été installés rapidement. Ces dispositifs, relativement légers pour être facilement maniables (même si pour les grandes ouvertures, 2 personnes sont nécessaires) sont placés à côté de chaque ouverture concernée. L'exploitant a prévu d'installer prochainement un système de rangement/fixation de ces équipements à côté de chaque ouverture concernée, pour des raisons</p>

notamment de sécurité et de diminution du risque d'endommagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : POI (zonage ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 5-3 - 2 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Le POI sera actualisé notamment à l'occasion de chaque mise à jour de l'étude de dangers. Il sera transmis au préfet, au SDIS, et à l'inspection des installations classées.
Constats : Ce point avait fait l'objet d'un point de contrôle lors de l'inspection du 22 avril 2025. Le POI finalisé a fait l'objet d'un envoi au Préfet, au SDIS et à l'Inspection le 6 février 2026. Ce POI finalisé contient notamment un état des lieux des zones ATEX et propose un plan d'actions. Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué avoir pris en considération ce plan d'actions, en citant par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt de l'utilisation du chariot fonctionnant au gaz, annulant ainsi le stockage de bouteilles de gaz, • la mise en œuvre actuellement d'actions au niveau du local de charge (remplacement/installation d'équipements compatible avec le zonage ATEX défini...). L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées accompagnées d'un échéancier, pour chaque recommandation du plan d'actions le nécessitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Ombrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 3.12.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Une coupure générale pour l'ensemble du site est mise en place. Ce dispositif de coupure est visible et identifié. Une coupure électrique au droit des onduleurs est assurée. Les consignes de sécurité et les dangers de l'installation sont affichés en lettres blanches sur fond

rouge.
<p>Constats :</p> <p>La coupure générale pour l'ensemble du site est visible et bien identifiée. La coupure générale se situe dans la Phase 1. Au même endroit se trouvent l'arrêt d'urgence pour l'onduleur et l'arrêt d'urgence pour le groupe électrogène. Ces dispositifs sont bien visibles et bien dégagés.</p> <p>Un bouton d'arrêt d'urgence est également visible et disponible sur l'armoire des onduleurs à proximité des ombrières.</p> <p>Les consignes de sécurité et les dangers de l'installation sont inscrites en lettres blanches sur fond rouge sur un affichage plastifié positionné de manière visible sur les portes de l'armoire des onduleurs. Les prescriptions supra étant issues de la consultation du SDIS, l'Inspection invite l'exploitant à présenter ces consignes au SDIS lors de sa prochaine venue. L'exploitant a précisé envisager de remplacer l'affiche plastifiée par un support plus résistant après cette visite du SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Télédéclaration incidents/accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69 - 3 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif.</p> <p>La télédéclaration des incidents et accidents est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2026. La démarche se fait depuis le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/.</p> <p>En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite